CEB INFO
COUNCIL OF EUROPE DEVELOPMENT BANK
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE

N°4 - 2014
Trimestriel / Quarterly

Améliorer les conditions de vie dans nos États membres



Improving living conditions in our Member States

Sommaire

Contents

CEB INFO

	Page
Édito du Gouverneur	**3**
Activité prêts/projets	**4**
Approbations au 31 décembre 2014	4
Contribution de la CEB à l'amélioration des conditions de vie en milieu urbain et rural dans ses États membres	6
Promouvoir le développement local de l'Albanie rurale	8
Łódź : financement de projets de rénovation urbaine	10
Łódź : financement de projets de rénovation urbaine (suite)	12
Interview avec Marcin Obijalski, Directeur du Bureau pour Revitalisation et le Développement des Bâtiments Publics	14
Lituanie : garantir la viabilité des programmes d'investissements sociaux	16
Activités financières et de gestion des risques	**18**
Principaux financements réalisés en 2014	
Partenariats	**20**
Programme régional de logement : des avancées significatives *Memorandum of Understanding* avec le Mécanisme européen de stabilité	
Kastoria, un site menacé Nouvelles subventions ELENA	22
Agenda Principaux événements à venir	**24**
Brèves	**24**
Publications	**24**

	Page
Editorial by the Governor	**3**
Loans/projects activity	**5**
Approvals as at 31 December 2014	5
The CEB's contribution to improving living conditions in urban and rural areas across its Member States	7
Promoting local development in rural Albania	9
Łódź: financing urban renewal	11
Łódź: financing urban renewal (continued)	13
Interview with Marcin Obijalski, Director of the Bureau for Revitalization and Development of the City Buildings	15
Lithuania: safeguarding the viability of social investment programmes	17
Financial and risk management activities	**19**
2014 funding highlights	
Partnerships	**21**
The Regional Housing Programme makes strides Memorandum of Understanding with the European Stability Mechanism	
Kastoria, endangered site New ELENA grants	23
Calendar of events Major upcoming events	**24**
In brief	**24**
Publications	**24**

Crédits photos : Photothèque CEB, © industrieblick - Fotolia.com, © Floki Fotos - Fotolia.com, EC1 Łódź
Couverture : © Ingimage

Édito du Gouverneur
Editorial by the Governor



Rolf Wenzel

Chiffres clés/Key figures	2014
Projets approuvés/Projects approved	2.1
Nouveaux engagements/New commitments	1.6
Prêts décaissés/Loans disbursed	1.7
Encours de prêts/Loans outstanding	12.6

en milliards d'euros/in billion euros

Cher lecteur,

Ce nouveau numéro est consacré en priorité à l'amélioration des conditions de vie des populations, qui occupe une place centrale dans l'action de la CEB. Depuis sa création en 1956, la Banque a approuvé des projets totalisant plus de € 7,1 milliards dans ce secteur, soit 13,4% de l'ensemble des prêts approuvés. Les pays cibles ont reçu près de 70% des financements au cours des quatre dernières années.

Améliorer les conditions de vie suppose de transformer significativement le quotidien des populations. Dans les centres urbains, la Banque finance des projets destinés à rendre les villes plus habitables et plus respectueuses de l'environnement. En milieu rural, la CEB investit dans des activités liées à l'agriculture, la sylviculture et la pêche. D'importants investissements ciblent en outre les infrastructures publiques, notamment pour améliorer les réseaux routiers et les transports publics ou aménager des centres culturels et sportifs, des espaces verts ainsi que des structures éducatives et médicales.

Le présent numéro se penche plus particulièrement sur l'aide apportée par la CEB à deux de ses États membres, la Lituanie et la Pologne. En Lituanie, l'utilisation de la facilité de financement du secteur public (PFF) récemment mise en place par la Banque garantit la viabilité des programmes d'investissements sociaux, notamment dans les secteurs du développement de projets d'infrastructure en milieu urbain et rural, de la santé, de l'éducation et de l'administration publique. En Pologne, la CEB finance un grand projet de renouvellement urbain à Łódź, d'un montant de € 50 millions, destiné à revitaliser la ville.

Face aux immenses défis que doit relever notre continent, nous demeurons déterminés à collaborer étroitement avec nos partenaires et avec les États membres, afin de continuer à améliorer les conditions de vie des populations en Europe. À l'heure où la radicalisation et l'extrémisme menacent le tissu social et nos valeurs les plus précieuses, il est impératif de renforcer l'intégration et la cohésion sociales. Au nom de tous les membres et employés de la CEB, je tiens à profiter de cette occasion pour présenter mes plus sincères condoléances au peuple français à la suite des récents attentats à Paris.

Dear Reader,

The focus of the current issue is on improving the living conditions of populations, which is central to the CEB's work. Projects totalling over € 7.1 billion have been approved in this sector since the creation of the Bank in 1956, which represents 13.4% of all loans approved. Target group countries have received almost 70% of the funding in this area over the past four years.

Improving living conditions involves bringing about meaningful change in various aspects of human life. In urban centres, the Bank has been financing projects aimed at creating more habitable cities with eco-friendly municipalities. In rural areas, CEB investments have been targeting activities in agriculture, forestry and fishing. In addition, substantial investments have been made in public infrastructure, including public transport and road networks and the development of cultural and sports centres, green spaces, educational and medical facilities.

More specifically, in this issue you can read about how the CEB has contributed to improving the living conditions in two of its member countries, Lithuania and Poland. In Lithuania, the use of the CEB's newly introduced Public Sector Finance Facility (PFF) ensures the sustainability of social investment programmes, particularly in developing infrastructure projects in urban and rural areas, health, education and public administration. In Poland, the CEB has financed a major €50-million urban renewal project in Łódź to revitalise the city.

As our continent is facing significant challenges, we remain committed to working closely with our partners and Member States in order to continue to improve the European population's living conditions. Strengthening social integration and cohesion are crucial now, at a time when radicalisation and extremism are threatening the social fabric of society and the values that we hold dear. On behalf of everyone at the CEB, I would like to take this opportunity to express my deepest sympathy to the people of France for the recent terrorist attacks in Paris.

Activité prêts-projets

Approbations au 31 décembre 2014

En 2014, la Banque a approuvé 28 demandes de prêts, à hauteur de € 2,06 milliards. 64% de ces demandes, pour un montant de € 1,3 milliard, l'ont été en faveur des pays du groupe cible.

La répartition des projets par ligne d'action sectorielle se décompose ainsi :

Renforcement de l'intégration sociale : € 421 millions

La lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale demeure un défi majeur pour l'Europe au lendemain de la crise économique. Les obstacles démographiques, les disparités croissantes et le chômage persistant représentent une réelle menace pour la cohésion sociale dans les États membres de la CEB.

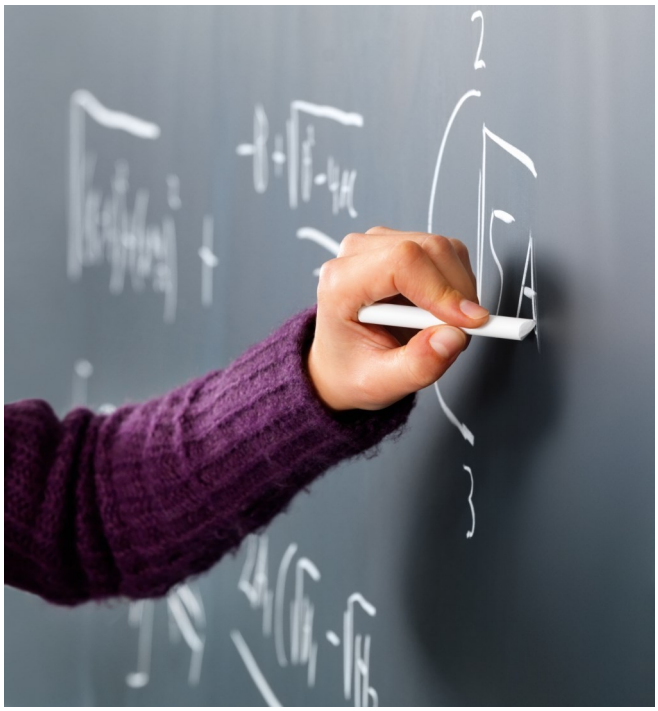
En 2014, la CEB a investi € 421 millions, soit 20% de son portefeuille de prêts, dans des projets contribuant à l'intégration sociale. Compte tenu du mandat social unique de la Banque, cette ligne d'action sectorielle revêt une importance particulière pour la CEB. Les projets dans ce domaine ciblent les populations les plus vulnérables : réfugiés et migrants, ménages à bas revenus, personnes issues de communautés défavorisées.

Gestion de l'environnement : € 386 millions

En 2014, la demande de prêts dans ce secteur a continué d'augmenter. Avec € 336 millions, la gestion de l'environnement représente 19% du portefeuille de la CEB pour l'année.

Soutien aux infrastructures publiques à vocation sociale : € 502 millions

Les investissements publics dans les infrastructures sont vitaux pour l'économie : ils aident à doper la croissance et à renforcer la protection sociale. La prestation de services publics modernes est essentielle pour équilibrer le développement régional et national en Europe et réduire ainsi les inégalités. En 2014, les projets approuvés s'élevaient à € 502 millions, soit 24% du portefeuille de prêts pour l'année. Sur ce montant, € 229 millions ont été investis dans les pays cibles de la CEB.



Soutien aux micro-, petites et moyennes entreprises (MPME) : € 755 millions

Le taux de chômage en Europe reste obstinément élevé : une personne sur quatre est désormais sans emploi dans certains pays les plus touchés par la crise, voire une sur deux chez les moins de 25 ans.

La CEB attache une grande importance à la création et à la préservation des emplois. Avec 37% des prêts, le soutien aux MPME représente la part la plus importante du portefeuille de la Banque. En 2014, elle a investi € 755 millions dans 11 projets visant à créer et préserver des emplois dans les pays cibles et non cibles. Depuis 2010, la Banque a approuvé pour € 3,7 milliards de prêts aux MPME. En apportant un soutien constant aux petites entreprises pour créer et maintenir des emplois viables, la CEB s'efforce de réaliser son objectif ultime, qui est de favoriser la cohésion sociale.

Approvals as of 31 December 2014

In 2014, the Bank approved 28 loan requests for a total amount of € 2.06 billion. 64% of the requests, representing € 1.3 billion, were earmarked for target group countries.

The breakdown of projects per sectoral line of action is as follows:

Strengthening social integration: € 421 million

The need to fight poverty and social exclusion continues to be a major challenge for Europe in the wake of the economic crisis. Demographic challenges, rising disparities and persistent unemployment represent a real threat to social cohesion across the CEB's Member States.

In 2014, the CEB invested € 421 million or 20% of its entire portfolio of loans in projects that contribute to social integration. Given the Bank's unique social mandate, this sectoral line of action is of particular importance to the CEB. Projects in this field target the most vulnerable populations such as refugees and migrants, low-income households and people living in disadvantaged communities.

Managing the environment: € 386 million

In 2014 the demand for loans in this sector has further increased. At € 336 million it represents 19% of the CEB's entire portfolio for the year.

Supporting social public infrastructure with a social vocation: € 502 million

Public investments in infrastructure perform a vital role in the economy and contribute to higher growth and social welfare. The provision of modern public services is an essential tool in encouraging a more balanced regional and national development in Europe, thereby reducing inequalities. In 2014, projects approved amounted to € 502 million, representing 24% of the entire loan portfolio for the year. Of this sum, € 229 million were invested in the CEB target countries.

Supporting Micro-, Small and Medium-sized Enterprises (MSMEs): € 755 million

The unemployment rates in Europe remain stubbornly high: one in four persons is now out of work in some of the countries worst hit by the crisis, while the jobless rate among the under-25-year-olds is sometimes as high as 50%.

The CEB attaches great importance to job creation and preservation. At 37% of all loans, support to MSMEs represents the biggest part of the CEB's portfolio. In 2014 the Bank invested € 755 million in 11 projects aimed at creating and preserving jobs in member countries. Since 2010 the Bank has approved € 3.7 billion for MSME financing. By offering its continued support to small businesses to create and maintain viable jobs, the CEB strives to achieve its ultimate goal of fostering social cohesion.



Contribution de la CEB à l'amélioration des conditions de vie en milieu urbain et rural dans ses États membres

La création d'un cadre de vie plus attrayant, solidaire et durable est essentielle non seulement pour améliorer les conditions et la qualité de vie en milieu rural et urbain, mais aussi pour établir une assise économique plus dynamique à l'échelle locale et, à terme, créer des communautés florissantes. De nos jours, l'amélioration de la qualité des conditions de vie de la population est donc devenue un objectif majeur pour les décideurs.

De par sa vocation sociale, la CEB cible en particulier les quartiers délabrés et les villes dépourvues d'infrastructures urbaines, sociales et culturelles. Elle finance des investissements dans des infrastructures qui rendent les villes plus animées, plus attrayantes et plus durables, mais aussi plus sûres, plus propres et plus écologiques, et tournées vers l'avenir.

Dans les zones rurales, la Banque finance des projets menés dans des régions peu peuplées ainsi que des activités dans des secteurs comme l'agriculture, la sylviculture, l'aquaculture et la pêche. L'amélioration des conditions de vie en milieu rural contribue à élever le niveau de vie des habitants, mais également à endiguer l'exode rural, ce qui permet d'éviter la surpopulation, de freiner l'expansion urbaine et, plus généralement, de réduire la pression sur les ressources. Les projets financés au titre de l'"amélioration des conditions de vie" peuvent inclure des investissements dans des services comme l'approvisionnement en eau potable et la fourniture d'électricité et de gaz ; l'évacuation des eaux usées ; le traitement des déchets solides et liquides ; le réseau routier ; les réseaux de transport public ; les équipements éducatifs et médicaux de base ; l'aménagement de zones industrielles ; les centres socioculturels ou sportifs tels que les aires de jeux, les espaces verts, les parcs d'expositions, les théâtres, les bibliothèques ; les systèmes d'irrigation en milieu rural.

Depuis sa création jusqu'à la fin de l'année 2014, la CEB a approuvé des projets totalisant plus de € 7,1 milliards d'investissements en faveur de l'amélioration des conditions de vie en milieu rural et urbain, ce qui représente environ 13% de l'ensemble des projets approuvés au cours de cette période. Entre 2010 et



2014 seulement, la Banque a approuvé pour € 1,4 milliard de prêts dans ce secteur. À ce jour, les décaissements réalisés sur cette période sont estimés à € 1,1 milliard, soit 14% de l'ensemble des prêts décaissés de 2010 à 2014.

Les pays ciblés par la CEB en Europe centrale, orientale et du Sud-Est, où les investissements en faveur de l'"amélioration des conditions de vie" se sont multipliés ces dernières années, représentent 69% de toutes les opérations approuvées de la Banque dans ce secteur au cours de cette période.

La CEB collabore principalement avec des collectivités régionales et locales qui sont souvent les administrations publiques officiellement responsables dans ce secteur. Cependant, pour diversifier son portefeuille de projets et s'ouvrir à davantage de bénéficiaires, elle a également établi plusieurs partenariats fructueux avec les secteurs bancaires locaux soutenant les investissements municipaux et avec certaines institutions publiques ayant compétence pour cette catégorie d'investissements.

Les investissements en faveur de la modernisation des infrastructures urbaines et rurales à l'échelle locale ont des répercussions considérables qui requièrent une planification adaptée et une coordination efficace à tous les échelons du gouvernement.

Loans-projects activity

The CEB's contribution to improving living conditions in urban and rural areas across its Member States

Creating a more attractive, inclusive and sustainable living environment is key not only to improving the conditions and quality of urban and rural living but also to establishing a more dynamic local economic base, spurring stronger social and cultural identities and ultimately creating thriving communities. Today, improving the quality of living conditions of local populations has thus become a major objective for policy makers.

Due to its social mandate, the CEB's action is particularly targeted to run-down neighbourhoods or to cities lacking in urban infrastructure and social and cultural amenities. The Bank finances infrastructure investments that make cities more liveable, attractive and sustainable, rendering them safer, cleaner and greener and increasingly turned to the future.

In rural areas, the CEB finances projects located in sparsely populated regions and activities in sectors such as agriculture, forestry, aquaculture and fishing. Improving living conditions in rural areas contributes to better standards of living for the inhabitants as well as a lesser population drain from rural areas into cities, thus staving off overpopulation, urban sprawl and overall pressure on resources.

The projects financed under the umbrella of "improving living conditions" may include investments in utilities such as water mains, electricity and gas supplies, sewers, treatment of solid and liquid waste, road network infrastructure, public transport networks, basic educational and medical amenities, development of industrial estates, socio-cultural or sports centres such as recreation areas, green spaces, exhibition halls, theatres and libraries, and irrigation networks in rural areas.

From its creation to end 2014, the CEB approved over € 7.1 billion for investments in the sector of improving living conditions in urban and rural areas, representing a share of about 13% of all projects approved over the period. From 2010 to 2014 alone, € 1.4 billion in loans were approved by the Bank in this sector. Disbursements in the five-year period from 2010 to 2014 are estimated as of today at € 1.1 billion, accounting for 14% of all loan disbursements over the period.

The CEB's target countries in Central, Eastern and South-Eastern Europe, where investments in "improving living conditions" have particularly gained in importance in recent years, accounted for 69% of all the Bank's operations approved in this sector between 2010 and 2014.

The CEB mostly works with regional and local governments who are often the public administrations with stated responsibility in this sector. However, in order to diversify its portfolio of projects and reach a higher number of beneficiaries, the Bank has also established a number of successful partnerships with the local banking sectors supporting municipal investments as well as with certain publicly owned institutions with competencies in this area of investments.

Although they are implemented locally, investments in urban and rural infrastructure modernisation have a far-reaching impact, thus necessitating adequate planning and effective co-ordination at all levels of government.



Promouvoir le développement local de l'Albanie rurale

Les Alpes albanaises, le long des frontières nord du pays, et les falaises de la côte Sud baignées par la mer Ionienne sont réputées pour leur authenticité et leur beauté naturelle. Ces deux régions se caractérisent aussi par un marché de l'emploi limité et un manque d'infrastructures qui freinent considérablement le développement et fragilisent les conditions de vie déjà précaires.

Le gouvernement albanais souhaite favoriser durablement la croissance de ces régions dotées d'importantes ressources naturelles, mais frappées par une forte émigration. À l'avenir, des produits et services touristiques spécialisés pourraient générer des investissements et promouvoir le développement socio-économique, comme ce fut le cas pour d'autres pays d'Europe possédant des ressources similaires.

En novembre 2014, le Conseil d'administration de la CEB a approuvé un prêt de € 28,7 millions en faveur de l'Albanie. Ce prêt est destiné à promouvoir le développement local grâce à l'amélioration des infrastructures municipales dans les communautés rurales peu peuplées et les plus isolées des régions des Alpes albanaises et de la côte Sud.

Le prêt de la CEB permettra à l'emprunteur, par l'intermédiaire du Fonds albanais de développement agissant en qualité d'organisme de mise en œuvre, de réaliser plusieurs petits projets d'investissements publics de base en vue d'améliorer le réseau routier local, l'approvisionnement en eau, l'assainissement et les espaces publics (trottoirs, éclairages, espaces verts).

Environ 60 à 70% des investissements porteront sur l'aménagement des routes locales et rurales, car leur mauvais état constitue le principal obstacle au développement économique de la région. Dans la municipalité de Saranda, sur la côte Sud, la seule route permettant d'acheminer les marchandises du port vers les marchés intérieurs est en piètre état. Le prêt de la CEB servira donc à la construction et au pavage d'un tronçon de route de deux kilomètres reliant le littoral à la zone urbaine.

L'approvisionnement en eau et l'assainissement constituent également une priorité. Près de 20% des coûts du projet porteront sur l'amélioration des



systèmes d'adduction et d'assainissement de l'eau, les 10 à 20% restants étant destinés à l'aménagement d'espaces de loisir, à l'installation d'un système d'éclairage public et à la réalisation d'autres améliorations liées à l'environnement.

En outre, il est prévu de construire un réseau d'adduction d'eau dans les villages de Valbona et de Rragam, qui dépendent de la commune de Margegaj dans les Alpes albanaises et recensent à eux deux 1 200 habitants (soit 240 familles). À l'heure actuelle, aucun des deux villages ne dispose d'eau potable, et les habitants doivent donc s'approvisionner aux sources naturelles situées à proximité. Le projet envisagé vise à garantir un approvisionnement en eau potable saine et de qualité à raison de 150 litres par personne et par jour.

Par ailleurs, les rues de Dhermi, un village situé dans le comté de Vlora, sur la côte Sud, seront également remises en état grâce aux fonds de la CEB. Ainsi, les 1 440 habitants bénéficieront de nouveaux dispositifs d'éclairage et panneaux de signalisation dans les rues étroites, ce qui permettra d'assurer la sécurité et un fonctionnement optimal tout en préservant le caractère authentique du village.

Promoting local development in rural Albania

Widely recognised for their authenticity and natural beauty, the mountainous region of the Albanian Alps on the country's Northern borders and the rugged South Coast that stretches along the Ionian Sea are regions characterised by low employment opportunities and poor infrastructure, both representing a major obstacle to development and a further deterioration in already difficult living conditions.

The Government of Albania has recognised the need to promote sustainable growth in these regions endowed with rich natural resources but suffering from net emigration. In the future, specialised forms of touristic offers in these areas could leverage investments and promote socio-economic development in a manner similar to that achieved in other European countries possessing similar resources.

In November 2014, the CEB's Administrative Council approved a loan of € 28.7 million to Albania to promote local development by improving municipal infrastructure in communities in the sparsely populated and predominantly remote rural areas of the Albanian Alps and South Coast regions.

Channelled through the Albanian Development Fund ("ADF") as the implementing entity, the CEB loan will enable the borrower to carry out a series of small-scale, basic public investment projects related to local roads, water supplies, sewerage networks and public spaces such as sidewalks, lighting and green areas.

Approximately 60-70% of the investment will be in local and rural roads, since their poor state represents the biggest challenge for the economic development of the area. In the Saranda municipality on the South Coast, the one road that makes it possible to transport goods from the port to the domestic market is in a dire state. The CEB loan will enable the construction and paving of a 2-km road segment connecting the urban and coastal areas.

Other main priorities will be water supplies and sewerage networks. Around 20% of the project costs will be used to improve water supply and sewerage facilities, while the remaining 10-20% will be used to create recreational spaces, install public lighting and implement other improvements to the environment.

The construction of a water supply network is planned in the villages of Valbona and Rragam. With a combined local population of 1 200 (240 families), the villages are part of the Margegaj commune in the Albanian Alps. Currently, neither village has drinking water and the inhabitants individually collect potable water from the natural resources near their homes. The proposed project aims to provide clean and safe drinking water by delivering 150 litres per person on a 24-hour basis.

The streets of Dhermi, a village in Vlora County on the South Coast, will also be repaired with the CEB funds. The 1 440 inhabitants will benefit from new lighting and road signalling on the narrow streets, increasing their safety and functionality while preserving the authentic look of the village.



Łódź : financement de projets de rénovation urbaine

Łódź est l'une des plus grandes villes de Pologne et l'un des centres historiques de son industrie textile. Après de longues années de déclin économique et démographique, la ville cherche aujourd'hui à se réinventer et a entrepris un projet de rénovation urbaine de grande envergure.

Łódź possède un patrimoine urbain riche et diversifié, dont un centre-ville dense, conjuguant bâtiments et quartiers historiques et postindustriels. Avec sa structure urbaine unique datant du début du XIXe siècle, il offre un potentiel économique et culturel inexploité.

Les années de crise économique ont conduit à la fermeture de nombreuses usines, qui ont été laissées à l'abandon au cœur même de la ville. Ce quartier a été délaissé pendant longtemps et l'ouverture d'une ligne de chemin de fer desservant la gare de Łódź Fabryczna a fortement entravé le développement et l'intégration de cette zone.

Nouveau centre de Łódź

En 2011, la municipalité de Łódź a déposé une demande de prêt d'un montant de 200 millions de złotys (€ 50 millions) à la CEB pour financer en partie le nouveau centre-ville, l'un des projets de rénovation urbaine les plus importants de son histoire.

Les principaux investissements sont notamment destinés à :

- revitaliser plusieurs quartiers du centre-ville, notamment les espaces publics, le réseau routier, les services publics, les espaces verts et la réhabilitation des bâtiments historiques et postindustriels
- promouvoir le développement des infrastructures culturelles, avec l'agrandissement du théâtre municipal, l'aménagement des anciennes installations de chauffage central du musée du textile en vue de la création d'une exposition interactive et la reconversion d'une ancienne centrale thermoélectrique désaffectée en un centre culturel et artistique.

En tout, 90 hectares de zone urbaine ont été réaménagés, dont le bâtiment d'une gare ferroviaire multimodale assurant des liaisons rapides depuis et vers Varsovie et Wroclaw.



EC1 - un site culturel

Le projet EC1, financé par la CEB, porte sur la revitalisation de la centrale thermoélectrique et sa reconversion à des fins culturelles et artistiques. Il s'agit du fleuron du renouveau urbain de Łódź.

Située dans le centre-ville, la centrale a fonctionné jusqu'en 2001, mais, laissée à l'abandon depuis, elle se dégradait progressivement. Sans remise en état, le bâtiment aurait subi des dommages irréparables et une grande partie du centre de Łódź n'aurait alors pas pu être affectée à l'usage du public.

Grâce à la contribution financière de la CEB, l'ancienne centrale a été transformée en haut lieu culturel de la ville : EC1 ouest est devenu un pôle scientifique interactif, EC1 sud-est un studio de cinéma et EC1 est une fondation internationale pour les arts. Le coût de ce projet s'élève à € 70 millions.

Il s'agit d'un projet de grande ampleur, situé dans une zone piétonne adjacente à la gare ferroviaire. Les travaux ont été difficiles, car le quartier était pollué et délaissé, mais les résultats sont spectaculaires. Selon les estimations, les nouvelles infrastructures du quartier EC1 devraient attirer au moins 800 000 personnes chaque année.

Le projet a également eu pour effet d'accroître le rayonnement de Łódź en tant que centre culturel, et plus largement en qualité de métropole et de cité moderne. Grâce au développement des activités touristiques, la revitalisation de la centrale thermoélectrique permettra de créer des emplois non seulement dans EC1, mais aussi dans les abords immédiats du quartier.

suite...

Łódź: financing urban renewal

Łódź is one of the biggest cities in Poland and historically a leading centre of the textile industry. After many years of economic and demographic decline, the city is now looking to reinvent itself with a major urban renewal initiative.

Łódź has a rich and diverse urban heritage, including a dense city centre with a mix of historical and post-industrial buildings and areas. The central area of the city, with its unique, historic urban structure dating from the turn of the 19th century, has unutilised economic and cultural potential.

Years of economic problems have led to many abandoned factories, which were left to decay in some of the most central areas of the city. The centre has long remained neglected, and the integrated development of this zone was made even more difficult with the opening of the railway line leading to the Łódź Fabryczna railway station.

The New Centre of Łódź

In 2011, the City of Łódź requested a PLN 200 million loan (€ 50 million) from the CEB for the partial financing of the New Centre of Łódź - one of the biggest urban renewal projects in the history of the city.

The main investments will aim *inter alia* at:

- revitalising various city centre areas, including public spaces, local roads and access infrastructure, utilities networks, green spaces, refurbishment of historical and post-industrial buildings
- promoting cultural infrastructure, through the extension of the municipal theatre, the adaptation of a former central heating unit of the textile museum into an interactive exhibition and the transformation of a former heating plant into a cultural and artistic centre.

Altogether 90ha of land have been redeveloped, including the building of a multimodal railway station with fast connections to Warsaw and Wroclaw.

EC1 - a cultural centre

Financed by the CEB, the EC1 project - the revitalisation of the heat and power plant and its adaptation for cultural and artistic purposes - was the flagship of the urban renovation of Łódź.

Located in the city centre, the power plant functioned until 2001 but has since been abandoned, showing progressive signs of decay. Failure to revitalise it would have led to irreparable losses and rendered a large area in the centre of Łódź unfit for public use.

With the CEB's financial contribution, the former heat plant has since been transformed into the city's main cultural centre: EC1 west is to house an interactive science centre; EC1 south-east will be used as a film studio; and EC1 east will hold the World Arts Foundation. The cost of this project is € 70 million.

The EC1 initiative is a flagship project located in a pedestrian area adjacent to the railway station. The construction work was difficult as the area was polluted and neglected; however, the results are now spectacular. It is possible to estimate that the number of people using the new infrastructure in the revitalised EC1 area will amount to at least 800 000 a year.

An additional impact of the project has been to increase in the significance of Łódź as a centre of culture, to enhance its metropolitan functions and to boost its image as a modern city. Thanks to increased tourist activity, the revitalisation of the heat and power station will entail the creation of jobs not just in EC1 itself, but in the immediate surroundings of the revitalised areas.



continued...

Łódź : financement de projets de rénovation urbaine (suite)



En outre, la création d'un nouvel espace public ouvert à proximité et la rénovation de bâtiments décrépits permettront d'accroître l'attractivité du centre-ville.

Impact

Dans le cadre de cet ambitieux projet de rénovation urbaine, la ville de Łódź s'efforce de créer des conditions plus favorables à un développement économique soutenu et d'améliorer les conditions de vie de ses habitants. À long terme, cela peut également contribuer à réduire l'écart entre la Pologne et les économies plus avancées de l'Union européenne en facilitant l'accès au crédit pour la modernisation des infrastructures locales.

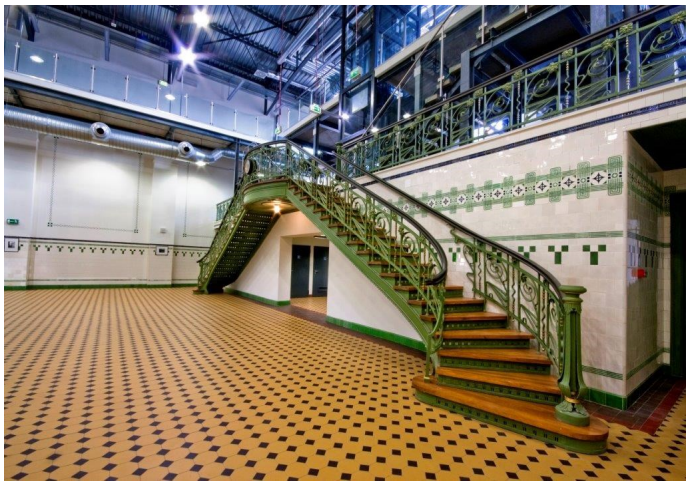
Par ailleurs, la revitalisation des zones de friche industrielle stimulera le fonctionnement efficace du centre-ville, notamment celui de sa gare centrale, et renforcera la compétitivité de la ville.

La conversion d'un ancien site industriel en haut lieu culturel permet d'enrichir l'offre culturelle proposée aux habitants et de rendre la ville plus attrayante aux yeux des touristes.

Financement de la CEB

Les fonds de la CEB ont apporté la souplesse nécessaire à la ville de Łódź. Le fait que la revitalisation d'EC1 n'ait pas été financée exclusivement grâce aux ressources municipales a ainsi permis d'éviter le recours à la "commercialisation" qui, sans cela, aurait été inévitable.

Le financement de la CEB a facilité la mise en œuvre du programme d'investissement de la ville, améliorant ainsi le bien-être des populations locales et renforçant à terme la cohésion sociale au sein de l'agglomération. Ce financement accordé à l'une des plus grandes villes de Pologne a par ailleurs mis en valeur l'image de la Banque en tant qu'institution de prêt de référence pour le secteur public local.



Łódź: financing urban renewal (continued)

Moreover, the creation of a new open public space in the area of EC1, as well as the renovation of run-down buildings, will lead to an increase in the city centre's attractiveness.



Impact

With its ambitious urban renewal initiative, Łódź aims to create better conditions for sustained economic development and better living conditions for the city's inhabitants. In the long run, this can also help reduce the gap between Poland and the more developed economies of the EU by facilitating access to credit for the upgrade of local infrastructure.

The regeneration of brownfield areas will boost the efficient functioning of the city centre, including the central railway station, as well the city's competitiveness.

The transformation of a former industrial site into a major cultural venue, enriches the cultural offer for the local inhabitants and makes the city more attractive to visitors.

CEB financing

Funds from the CEB have provided much needed flexibility to the City of Łódź. The fact that the revitalisation of EC1 did not have to be financed entirely with the city's own resources made it possible to avoid commercialisation, which would otherwise have been inevitable.

The CEB's financing facilitated the implementation of the city's investment programme, thereby improving the well-being of local populations and, ultimately, reinforcing social cohesion in the city area. This financing for one of the largest Polish cities has further raised the CEB's profile as a key lending institution to the local public sector.

Interview avec Marcin Obijalski, Directeur du Bureau pour la Revitalisation et le Développement des Bâtiments Publics

Il y a quelques années, la ville de Łódź a entrepris un ambitieux projet de revitalisation urbaine. Qu'est-ce qui a motivé ce projet ?

En juin 2012, la ville de Łódź a adopté sa Stratégie de développement intégré pour 2020 et au-delà, dont l'un des objectifs est la revitalisation du centre-ville.

Le budget alloué aux initiatives civiques est primordial dans le cadre de cette revitalisation, car il insuffle la volonté d'agir pour améliorer la qualité de vie d'un grand nombre d'habitants (130 000 habitants ont participé au vote en 2013 et 175 000 en 2014, ce qui témoigne d'une forte assise sociale).

En 2013, la ville de Łódź a annoncé officiellement sa candidature pour l'organisation de l'Exposition internationale de 2022 sur le thème de la revitalisation des centre-ville. L'organisation de l'exposition suppose de revitaliser ce quartier, en intensifiant les opérations dans ce domaine.

Les projets concernant la revitalisation de la ville de Łódź sont énumérés dans le contrat territorial signé en novembre 2014 par le gouvernement polonais et le prévôt de la région de Łódź. En tout, le contrat compte 21 projets de grande envergure s'inspirant de la liste des mesures prioritaires adoptée par la ville pour se présenter sous une nouvelle perspective européenne. Ces mesures seront mises en œuvre au cours des sept prochaines années, pour un budget de plus de trois milliards de złotys. L'une de ces mesures vise notamment à revitaliser les huit quartiers du cœur de la ville, où les travaux ont commencé.

Dans quelle mesure les investissements prévus permettront-ils d'améliorer la qualité de vie des citoyens ?

Les investissements prévus renforceront l'attrait des quartiers historiques du centre-ville tout en les dynamisant, en facilitant leur accès et en garantissant leur sécurité. Ils amélioreront les conditions d'exercice des entreprises, les activités sociales et la qualité des logements, ainsi que les normes environnementales. Ces investissements contribueront notamment à améliorer la



qualité de vie par le biais de la mise en œuvre des résultats découlant des objectifs du processus de revitalisation de la ville de Łódź.

En quoi la CEB a-t-elle soutenu la mise en œuvre du programme ?

Avec l'aide de la CEB, la ville de Łódź a réalisé plusieurs investissements de revitalisation urbaine, dont notamment :

- la revitalisation d'EC1, avec la rénovation de la plus ancienne centrale thermoélectrique de Łódź. Le Centre des sciences et technologies, très moderne, ouvrira ses portes en 2015
- la revitalisation, le réaménagement et la réaffectation des usines du complexe Scheibler, qui ont permis la création d'un nouvel espace de développement des entreprises du secteur créatif, y compris les arts et la culture
- la revitalisation des bâtiments municipaux, qui a considérablement amélioré la qualité de vie des résidents, car les conditions de logement étaient souvent précaires et non conformes aux normes en vigueur.

La ville de Łódź poursuivra son programme de revitalisation urbaine au cours des prochaines années, tant pour ses édifices historiques que pour ses bâtiments municipaux. Ce programme, qui fait partie intégrante des interventions menées dans le cadre des investissements territoriaux intégrés pour la communauté urbaine de Łódź, permettra d'utiliser efficacement les fonds européens au cours de la nouvelle période de programmation 2014-2020. Nous comptons sur l'appui des fonds européens pour mener à bien ces projets de revitalisation de la ville.



Interview with Marcin Obijalski, Director of the Bureau for Revitalization and Development of the City Buildings

The City of Łódź has begun an ambitious programme of urban revitalisation in recent years. What is driving this project?

In June 2012, the City of Łódź adopted the Strategy of Integrated Development of Łódź 2020+, one of whose strategic goals is to revitalise the downtown area.

A very important instrument for the Łódź revitalisation efforts is the civic budget, creating the commitment and willingness to act in order to improve the quality of life for a large number of inhabitants (there were 130 000 inhabitants engaged in the voting in 2013 and 175 000 in 2014, which is evidence of large social capital).

In 2013, the City of Łódź was announced as the official candidate for the organisation of the INTERNATIONAL EXPO in 2022, with as its main theme the revitalisation of city centres. Organisation of EXPO will involve the process of revitalisation of a given district, strengthening the comprehensive operations in this regard.

Łódź revitalisation projects are listed in the Territorial Contract, signed in November 2014 between the Polish Government and the Marshal of the Łódź Region. There were altogether 21 key projects included in the contract, taken from the list of priority tasks for a new EU perspective adopted by the City of Łódź. These tasks will be implemented during the next seven years for an amount of more than PLN 3 billion. Among them is also the revitalisation of eight districts in the city centre precisely where the works have been started.

How will the planned investments improve the quality of life of the citizens?

The planned investments will increase the attractiveness of the central, historic areas of the city, simultaneously increasing their vitality, accessibility and security. It will improve the conditions for business operations, social activities, housing quality and environmental standards. In particular, the investments will improve the quality of life through the implementation of outcomes resulting from achievement of the objectives of the revitalisation process in Łódź.

How significant was CEB support in the implementation of the programme?

With the support of the CEB, the City of Łódź has been able to implement a number of investments in the field of revitalisation, among others:

- Revitalisation of the EC1 – the oldest power plant in Łódź has been renovated, enabling the creation of the modern Centre of Science and Technology in 2015
- Revitalisation, redevelopment and modification in the use of factory buildings in the complex of the Łódź manufacturer - Scheibler, which has enabled the creation of a new space for the development of enterprises in the creative sector, including art and culture
- Revitalisation of municipal buildings enabling a new quality of life for residents – the existing housing conditions were often primitive and did not meet the basic standards for residential premises.

The city of Łódź will continue the revitalisation programme in the coming years, involving both historic and municipal buildings. This programme, widely recorded in the tasks of the Integrated Territorial Investments for the Łódź Metropolitan Area, will allow for the effective use of EU funds in the new 2014-2020 perspective. We look forward to receiving support for the implementation of revitalisation projects in the form of EU funds.



Lituanie : garantir la viabilité des programmes d'investissements sociaux

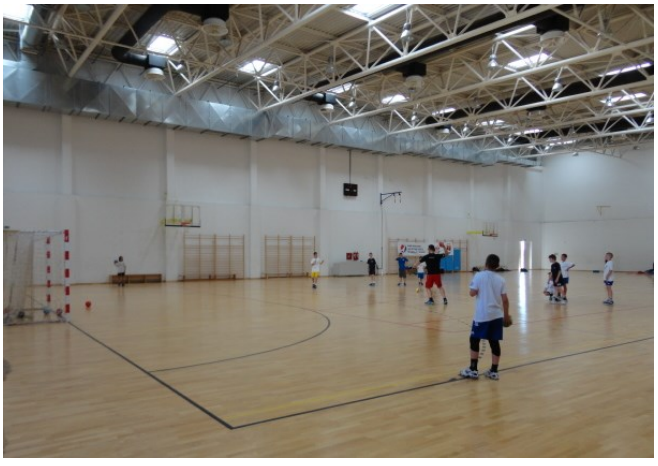
Économie parmi les plus florissantes d'Europe pendant de nombreuses années, la Lituanie a été durement touchée par la crise de 2009. Le pays s'est depuis relevé, mais les problèmes du chômage, de la pauvreté et de l'exclusion sociale demeurent. En 2012, un tiers de la population était considéré comme menacé par la pauvreté et l'exclusion sociale.

Les investissements continus de la Lituanie en faveur des infrastructures publiques, qui contribuaient pourtant à soutenir la croissance et à renforcer la protection sociale, ont été sévèrement amputés : le budget prévu à cet effet dans le dernier programme d'investissement de l'État a baissé de plus de 20% par rapport à celui de 2009-2011.

Facilité de financement du secteur public

Grâce à sa facilité de financement du secteur public (PFF) d'un montant de € 100 millions, la CEB permet à la Lituanie de financer une partie des investissements indispensables dans des infrastructures à caractère social.

Dernier instrument de financement en date de la Banque, les PFF, qui ont été expérimentées en 2014, visent à préserver la viabilité et la pérennité des programmes d'investissements sociaux confrontés avec le temps à un manque de fonds. Elles garantiront un financement ininterrompu permettant le bon fonctionnement et, dans certains cas, la modernisation des services publics dans des domaines à fort impact social.



En outre, la PFF est un outil modulable grâce auquel les autorités lituaniennes peuvent combler les déficits de financement et atténuer les éventuelles pressions dans ce domaine lorsque les conditions des marchés financiers ne sont pas favorables. Elle offre au gouvernement la possibilité de diversifier sa stratégie d'emprunt et de profiter des différentes structures de financement proposées par la CEB à des taux inférieurs à ceux du marché. Le prêt en cours est aussi le résultat de la coopération efficace nouée précédemment avec les autorités nationales.

Priorité aux secteurs à fort impact social

La Lituanie utilisera le prêt de la CEB pour financer une partie de ses projets d'investissement prioritaires dans les domaines suivants : amélioration des conditions de vie en milieu urbain et rural, santé, éducation et infrastructures administratives.

Les fonds seront investis dans des institutions culturelles, des installations sportives et des projets d'infrastructures municipaux destinés à améliorer les conditions de vie des habitants.

La rénovation, l'agrandissement et l'entretien des infrastructures de santé publique, notamment la modernisation des locaux ou l'achat de matériel médical et d'ambulances, seront également financés en partie par la PFF.

La CEB contribuera à l'amélioration et à la modernisation des installations scolaires, à l'introduction des technologies de l'information dans les écoles et à la construction ou la rénovation de bâtiments à tous les niveaux d'enseignement.

Amélioration des services publics

Le projet devrait avoir un impact positif sur la cohésion sociale et permettre de rationaliser la répartition du potentiel économique et social, tout en atténuant les écarts de développement entre les zones rurales et urbaines.

L'apport d'un financement de longue durée à des entités publiques, régionales et municipales devrait améliorer la qualité, la diversité et l'accessibilité des services publics. Dans bien des cas, elle facilitera également l'accès de la population à ces services (grâce à l'amélioration des transports publics, par exemple).

Lithuania: safeguarding the viability of social investment programmes

For many years one of the fastest growing economies in Europe, Lithuania was hard hit by the crisis in 2009. The country has since recovered, but the challenges of unemployment, poverty and social exclusion still remain. In 2012, one third of the Lithuanian population was found to be at risk of poverty and social exclusion.

While Lithuania's continued investments in public infrastructure contributed to higher growth and social welfare, they have had to be significantly cut – by more than 20% in the latest State Investment Programme compared to the Programme for 2009-2011.

Public Sector Financing Facility

With a Public Sector Finance Facility (PFF) of € 100 million, the CEB is providing Lithuania with resources to partially finance its necessary infrastructure investments in the social field.

Piloted in 2014, the PFF is the CEB's latest financing instrument for maintaining the viability and sustainability of social investment programmes faced with a lack of funding over time. PFFs will ensure uninterrupted financing for the normal functioning and, in some cases, the modernisation of public services in areas of high social relevance.

The PFF also constitutes a flexible tool for the Lithuanian authorities to address public sector financing gaps and alleviate possible funding pressures when the financial market environment is difficult. It is an opportunity for the government to diversify its borrowing strategy and take advantage of different financing structures offered by the CEB at below market rates. The current loan also builds on a previous effective cooperation with the Lithuanian authorities.

Focus on highly social sectors

Lithuania will use the CEB loan to part-finance priority investment projects in the following sectors: improving living conditions in urban and rural areas, health, education, and administrative infrastructure.

Investments will be made in cultural institutions, sports facilities, and municipality infrastructure projects with the aim of improving living conditions for the inhabitants.

Upgrading, developing and maintaining public healthcare infrastructure, including the modernisation of premises, purchase of health equipment and ambulances, will also be partly financed by the PFF.

The CEB will contribute to the improvement and modernisation of education facilities, the introduction of information technologies in schools and to the construction and renovation of buildings at all levels of educational institutions.



Improved public services

The project is expected to have a positive impact on social cohesion and enable a more rational distribution of the economic and social potential, while minimising the discrepancies in the development of urban and rural areas.

The provision of long-term funding to public, regional and municipal entities will improve the quality, range and accessibility of public services. In many cases, it will also facilitate access to these services (through improved public transport, for example).

Principaux éléments du financement de l'activité en 2014

Afin de couvrir ses besoins de financement et de maintenir un niveau de liquidité satisfaisant, la Banque emprunte sur les marchés internationaux de capitaux. En règle générale, la CEB contracte deux ou trois émissions benchmark par an pour couvrir la plus grande partie de ses besoins de financement.

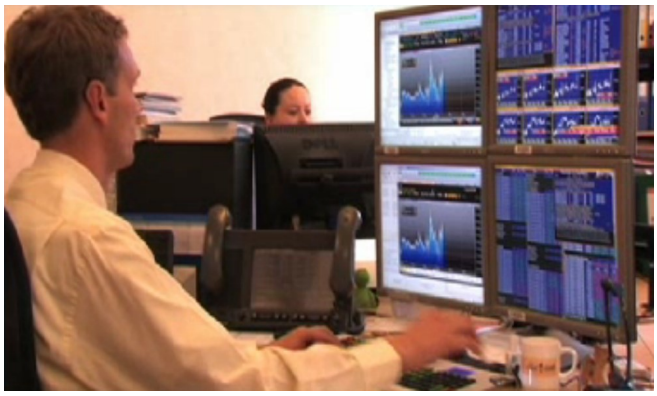
Au total, la Banque a utilisé 85% de son autorisation d'emprunt pour 2014, qui s'élevait à EUR 4 milliards, en lançant 11 émissions dans les devises jugées les plus rentables. Pour la première fois depuis 2010, le marché de l'euro a été le plus actif pour la Banque, avec 44% du volume total émis, suivis par les marchés du dollar US (23%), de la livre sterling (22%), du dollar australien (6%) et du franc suisse (5%). Toutes les opérations de financement ont été assorties de swaps de couverture, qui annulent aussi bien le risque de taux d'intérêt que le risque de change.

En 2014, deux émissions ont été libellées en euros pour un total de EUR 1,5 milliard. D'un montant de EUR 500 millions, l'une a été lancée le 28 janvier et a consisté à rouvrir l'émission benchmark de EUR 1 milliard, à échéance octobre 2018 et offrant un coupon de 1,125%. L'autre l'a été le 15 avril sous la forme d'une nouvelle émission benchmark à 10 ans.

L'évolution du swap de base USD/EUR au second semestre 2014 a amélioré les possibilités d'émission en dollars US. Une nouvelle émission benchmark à cinq ans d'une valeur de USD 1 milliard a ainsi été lancée début novembre (voir encadré).

Huit transactions d'un montant moins important (émissions d'obligations publiques en GBP, AUD et CHF), comprenant nouvelles lignes et réouvertures, complètent le tableau pour 2014.





Nouvelle émission benchmark globale à cinq ans de la CEB pour un montant de USD 1 milliard

Le 5 novembre, la Banque a effectué une émission benchmark de USD 1 milliard, venant à échéance le 14 novembre 2019, au coût de financement le plus bas jamais enregistré pour ce type d'émission à 5 ans.

La CEB a ainsi pu profiter d'une période de stabilité relative et d'une fenêtre d'émission propice pour revenir sur le marché du dollar US pour la première fois depuis mai 2013.

Le mandat pour cette émission à cinq ans en USD a été annoncé le 4 novembre 2014 au matin à New York. Des manifestations d'intérêt ont été reçues à +3 points de base (pb) au-dessus du taux mid-swap, témoignant une forte demande de la part d'investisseurs de grande qualité dès les premières heures. La demande n'a cessé d'augmenter pendant la journée, malgré une volatilité aggravée par les élections de mi-mandat aux États-Unis et une séance mitigée en Asie. Mercredi matin, les manifestations d'intérêt dépassaient USD 1,5 milliard, et les livres d'ordres ont ouvert vers 8 h du matin à Londres, avec un prix révisé estimé autour de +2 bp au-dessus du taux mid-swap, attirant aussi une forte demande de la part de plusieurs banques centrales mondiales, ainsi qu'une bonne participation des trésoriers de banques et des gérants d'actifs.

Le total des ordres s'est élevé à plus de USD 1,6 milliard avant que le prix ne soit fixé à +1 bp au-dessus du taux mid-swap à 9 h 30 heure de Londres.

Au total, plus de 45 investisseurs différents ont participé à l'émission, donnant lieu à une distribution géographique diversifiée.

Financial activities

2014 funding highlights

In order to cover lending needs and maintain a satisfactory liquidity level, the bank is a borrower in the international capital markets. The Bank usually issues two to three benchmark transactions per year to cover the bulk of its funding needs.

In total, the Bank used 85% of its EUR 4 billion borrowing authorisation for 2014, placing 11 transactions across the most cost-efficient currencies. For the first time since 2010, the Euro market was the one most used for the funding activity with 44% of the total volume issued, followed by the USD (23%), GBP (22%), AUD (6%) and CHF (5%). All funding operations were combined with hedging swaps, which eliminate both the interest rate risk and the currency risk.

In Euro currency, two transactions were launched in 2014 for a total of EUR 1.5 billion. A EUR 500 million reopening of the Bank's EUR 1 billion 1.125% October 2018 benchmark, originally issued last year, was priced on 28 January and a new EUR 1 billion benchmark with a 10-year maturity on 15 April.

Trends in the USD/EUR basis swap in the second part of the year provided for better issuance opportunities in the USD and a new USD 1 billion 5-year benchmark was launched at the beginning of November (see Box).

Eight smaller-sized public bond transactions in GBP, AUD and CHF complete the picture for 2014, with a mix of new lines as well as subsequent reopenings.

The CEB's new USD 1 billion 5-year Global benchmark transaction

Taking advantage of a period of relative stability and an obvious issuance window for the CEB to return to the USD market for the first time since May 2013, on 5 November, the Bank priced a USD 1 billion benchmark transaction due 14 November 2019, its tightest ever 5-year Global USD benchmark.

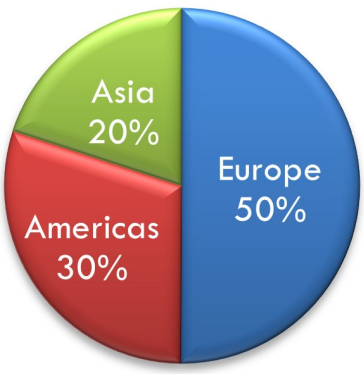
The mandate for a USD 5-year benchmark was announced on 4 November (New York time). Indications of interest were taken in the Mid Swaps +3bps area, with strong demand from high quality investors from the outset. Demand continued to grow overnight, despite increased volatility on the back of the US mid-term elections, as well as a mixed session in Asia. By Wednesday morning, indications of interest stood in excess of USD 1.5bn, with books formally opening around 8am (London time), with revised guidance in the Mid Swaps +2bps area. The order book attracted strong demand from a variety of global central banks, as well as seeing good participation from bank treasurers and asset managers.

Total orders stood at over USD 1.6bn before the spread was set at Mid Swaps +1bp at 9.30am London time.

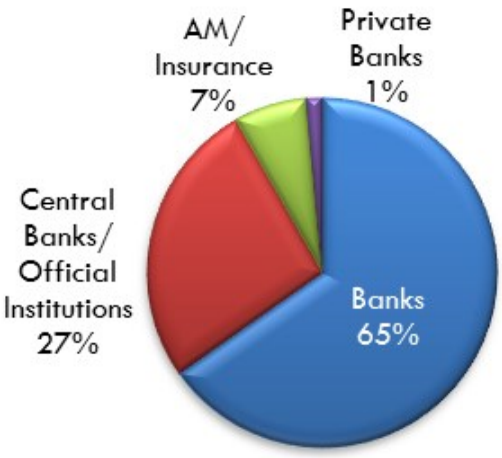
Over 45 different investors participated in the transaction allowing for a diversified geographical distribution.

CEB USD 1 billion 5-year Global benchmark transaction

Orderbook by geography



Orderbook by investor type



Programme régional de logement : des avancées significatives

Dragan Tepšić, 59 ans, sa femme Dragica, 62 ans, et leur fils Dragomir, 32 ans, ont fui la Croatie en 1995. Ils se sont rendus en Serbie, où ils ont dû déménager à plusieurs reprises, avant de s'installer dans un logement privé dans le village de Krnješevci, qu'ils occupent encore aujourd'hui avec la femme et les deux filles de Dragomir.

La famille Tepšić est propriétaire du terrain sur lequel elle a commencé à construire sa maison il y a 14 ans. Elle est l'une des 125 familles vulnérables sélectionnées pour recevoir des lots de matériaux de construction financés par le Programme régional de logement (RHP). Les premiers lots ont été livrés fin 2014 en Serbie. D'une valeur de € 9 000 chacun, ils permettront aux familles de finir la construction de leur maison et de vivre enfin dans des conditions décentes.

"Nous avons déposé des demandes d'aide à sept reprises, et cette fois nous avons été retenus pour bénéficier d'une solution du RHP", explique Dragomir, qui remercie les autorités serbes et les donateurs du programme au nom de toute sa famille.

L'histoire de la famille Tepšić illustre les progrès significatifs accomplis par le RHP en 2014.

Six familles de rapatriés ont reçu la clef de leurs logements à Knin, dans le sud de la Croatie. Elles pourront y emménager immédiatement, après avoir vécu vingt ans dans des conditions de vie précaires. Le 19 décembre 2014, deux familles à Petrinja ont également reçu la clef de leurs nouveaux logements.

En juin 2014, la Croatie a entrepris la construction d'un immeuble d'habitation qui accueillera 29 familles vulnérables à Korenica à l'été 2015. Plusieurs appels d'offres ont été lancés en Bosnie-Herzégovine, en Croatie, au Monténégro et en Serbie et devraient permettre à la mise en œuvre du RHP d'atteindre son plein régime en 2015.

Le RHP est une initiative conjointe de la Bosnie-Herzégovine, de la Croatie, du Monténégro et de la Serbie visant à mettre fin au déplacement prolongé que subissent les réfugiés et les personnes déplacées les plus vulnérables (environ 74 000 personnes) suite aux conflits survenus sur le territoire de l'ex-Yougoslavie. Cette initiative est soutenue par la communauté internationale, dont la CEB, la Commission européenne, les États-Unis d'Amérique, le HCR et l'OSCE.

Grâce aux € 148 millions que les donateurs se sont engagés à verser au Fonds du RHP, 17 projets ont été approuvés à ce jour, pour un montant total avoisinant € 125 millions. Ces projets devraient aboutir à la mise à disposition de 6 000 logements qui hébergeront quelque 20 000 réfugiés, rapatriés et personnes déplacées vulnérables.



Memorandum of Understanding

Le 9 décembre 2014, la CEB a signé un *Memorandum of Understanding* (MoU) avec le **Mécanisme européen de stabilité** (MES). Cette instance, inaugurée le 8 octobre 2012 en qualité de mécanisme permanent de résolution des crises, joue un rôle prépondérant dans la préservation de la stabilité financière de la zone euro et, par conséquent, de l'Europe dans son ensemble.

Pour la CEB comme pour le MES, il s'agit du dernier accord de coopération bilatérale d'une série de plusieurs accords conclus avec d'autres institutions financières internationales.

Signé par le Gouverneur de la CEB Rolf Wenzel et le directeur général du MES Klaus Regling, le MoU institue un cadre de collaboration fondé sur des consultations informelles, le partage d'informations sur les activités prévues, une assistance technique et des échanges de personnel dans le cadre de détachements.

Toutefois, il n'engage pas les deux institutions à se soutenir mutuellement sur le plan financier. Le Gouverneur Wenzel a déclaré au sujet de l'accord : "Je me réjouis que la CEB et le MES officialisent par ce MoU leur coopération et leurs échanges d'expertise et de bonnes pratiques, qui bénéficieront à tous les États membres de la CEB."

Ce nouvel accord-cadre vient s'ajouter aux accords de coopération bilatérale que la CEB a conclus avec d'autres institutions financières internationales telles que la BERD, la Banque mondiale, la BEI, la Banque nordique d'investissement (NIB), KfW et la Banque asiatique de développement.

The Regional Housing Programme makes strides

In 1995, Dragan Tepšić (59 years old), his wife Dragica (62) and his son Dragomir (32) were forced to flee their hometown in Croatia. After leaving Croatia, the family lived in several different places in Serbia before finally settling in the village of Krnješevci. The family still lives there in private accommodation together with Dragomir's wife and two daughters.

14 years ago, the Tepšić family bought a plot of land on which they started to build their house. Now they are one of the 125 vulnerable families selected to receive packages of building materials financed by the Regional Housing Programme (RHP). The delivery of building material packages began in late 2014 in Serbia. The packages, worth 9 000 euros each, will allow the families to finish their houses and finally start living in decent conditions.

"We submitted different requests for help seven times, and this time we were selected as beneficiaries of an RHP solution", said Dragomir, while thanking the Serbian authorities and RHP donors on behalf of his entire family.

The story of the Tepšić family illustrates the significant progress made by the RHP in 2014.

Six returnee families received keys to their new homes in the city of Knin, in Southern Croatia. They will be able to move in immediately, after having spent nearly twenty years in precarious living conditions. On 19 December 2014, two families in Petrinja also received keys to a new home.

In June 2014, Croatia started the construction of an apartment building that will accommodate 29 vulnerable families in Korenica by the summer of 2015. A number of tenders launched in Bosnia and Herzegovina, Croatia, Montenegro and Serbia are expected to bring implementation of the RHP up to full speed in 2015.

The RHP is a joint initiative set up by Bosnia and Herzegovina, Croatia, Montenegro and Serbia in order to find solutions to the protracted displacement of the most vulnerable refugees and displaced persons (some 74 000 persons) following the conflicts in former Yugoslavia. The initiative is endorsed by the international community, including the CEB, the European Commission, the United States of America, the UNHCR and the OSCE.



Thanks to the € 148 million that RHP Donors have committed to the RHP Fund, 17 projects have so far been approved for a total approximate value of € 125 million in grants. These projects should result in the delivery of 6 000 housing units for the benefit of some 20 000 vulnerable refugees, returnees and internally displaced persons.

Memorandum of Understanding

On 9 December 2014, the CEB concluded a Memorandum of Understanding with the **European Stability Mechanism** (ESM). The ESM, inaugurated on 8 October 2012 as a permanent crisis resolution mechanism, plays a pivotal role in safeguarding financial stability in the Eurozone and, consequently, in Europe as a whole.

For both the CEB and the ESM, this is the latest in a series of bilateral cooperation agreements with other International Financial Institutions.

Signed by CEB Governor Rolf Wenzel and ESM Managing Director Klaus Regling, the MoU will create a framework for collaboration through informal consultation, the sharing of information on planned activities, the provision of technical assistance, and staff exchanges through secondment.

The Memorandum does not constitute a commitment to provide financial support to each other. Commenting on the agreement, Governor Wenzel said: "I am pleased that through this Memorandum of Understanding the CEB and the ESM are formalising their cooperation and exchange of expertise and good practices, which will be beneficial to all CEB Member States."

This new framework agreement complements the CEB's existing bilateral cooperation agreements with other IFIs such as the EBRD, the World Bank, the EIB, NIB, KfW and the ADB.

Kastoria, un site menacé

Sise au bord d'un lac et entourée de montagnes, la ville de Kastoria en Grèce est l'une des plus remarquables de l'Europe du Sud-Est. Elle abrite un nombre exceptionnel d'églises médiévales érigées entre le IXe et le XVe siècles, et ses demeures du XVIIIe et du XIXe siècles, bâties sur la fortune que rapportait le commerce des fourrures, sont considérées comme les plus belles de la région. De nos jours, les quartiers de Dolcho et d'Apozari constituent les vestiges du centre historique, avec 370 bâtiments classés, dont 351 privés et 19 publics.

Ces quartiers ont été inscrits sur la liste des sept sites les plus menacés du patrimoine culturel européen en 2014, le programme du même nom ayant été lancé en janvier 2013 par Europa Nostra. L'Institut de la Banque européenne d'investissement y participe en tant que membre fondateur et la CEB en tant que partenaire associé. Ce programme a pour objectif d'identifier les monuments et les sites les plus menacés en Europe et de mobiliser des partenaires publics et privés afin de mettre au point des solutions viables pour ces sites.

Dans le cadre de cette coopération, une étude de faisabilité sur la réhabilitation des quartiers historiques de Dolcho et d'Apozari à Kastoria est actuellement réalisée par un expert international et financée par la CEB, par l'intermédiaire du Compte espagnol pour la cohésion sociale.

En octobre et novembre 2014, une équipe d'experts du patrimoine et des finances réunissant la CEB, Europa Nostra et Elliniki Etairia, une association grecque de protection de l'environnement et du patrimoine culturel, s'est rendue sur chacun des sites.

Lors d'une réunion publique organisée à la mairie de Kastoria en présence du métropolite Serafeim, évêque de Kastoria, le nouveau maire Anestis Angelis a souhaité la bienvenue à l'équipe, remercié son prédécesseur d'avoir soutenu aussi efficacement la candidature de la ville et affirmé que le nouveau conseil municipal, en particulier l'adjoint à la culture Leonidas Papademetriou, soutiendrait fermement le projet de réhabilitation.

L'équipe a visité un grand nombre de bâtiments de caractère du XVIIIe et du XIXe siècles, en très mauvais état pour la plupart bien que certains aient été déjà restaurés, dans le but de mobiliser les efforts qui permettront de les préserver. En outre, la réhabilitation des quartiers constituerait un instrument indispensable pour surmonter la crise à l'échelon local.

Nouvelles subventions ELENA

CEB-ELENA (*European Local Energy Assistance Facility*) est un dispositif de subvention créé en partenariat avec la Commission européenne dans le cadre du programme européen Intelligent Energy – Europe II (IEE II) visant à promouvoir l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables. Le mécanisme soutient par conséquent les autorités locales et régionales qui participent à l'initiative "20-20-20" de l'Union européenne, dont l'objectif est, d'ici 2020 :

- de réduire d'au moins 20% les émissions de gaz à effet de serre et/ou
- d'accroître jusqu'à au moins 20% la part des énergies renouvelables dans la consommation énergétique et/ou
- d'améliorer d'au moins 20% l'efficacité énergétique.

CEB-ELENA subventionne l'assistance technique nécessaire pour préparer et mettre en œuvre des projets relatifs à l'efficacité énergétique ou aux énergies renouvelables en faveur de régions ou de populations défavorisées. Le mécanisme finance jusqu'à 90% des coûts associés aux études de faisabilité, aux audits énergétiques et aux procédures d'appels d'offres ou engagés par l'unité en charge de la préparation et de la mise en œuvre de ces projets.

Ce soutien technique permet aux collectivités de mener à bien des projets consistant, par exemple, à rénover des logements, des écoles et des hôpitaux, à investir dans des réseaux urbains de chauffage et de refroidissement, et à améliorer l'efficacité énergétique des bus et des tramways.

En 2014, la Commission européenne a approuvé des demandes de subventions ELENA soumises par la CEB en faveur de trois projets (un en Suède et deux aux Pays-Bas), portant sur un montant de € 1,9 million.



Kastoria, endangered site

The lakeside mountain city of Kastoria in Greece is one of the most distinguished in Southeast Europe. It has an unequalled number of medieval churches dating from the 9th to the 15th centuries, while its 18th-19th century mansions, founded on the wealth brought in by the fur trade, are among the finest in the wider region. Today the two neighbourhoods of Dolcho and Apozari constitute the surviving historic centre, which contains 370 listed buildings (351 in private hands and 19 in public hands).

These historic neighbourhoods were listed among The 7 Most Endangered heritage sites in Europe in 2014. 'The 7 Most Endangered' programme was launched in January 2013 by Europa Nostra with the European Investment Bank Institute as a founding partner and the CEB as an associated partner. The programme identifies endangered monuments and sites in Europe and mobilises public and private partners to find a viable future for the sites.

Within the framework of this cooperation, a feasibility study on the rehabilitation of the historic neighbourhoods of Dolcho and Apozari in Kastoria is being carried out by an international expert and funded by the CEB through the Spanish Social Cohesion Account.

In October and November 2014 the sites were visited by a team of heritage and financial experts from the CEB, Europa Nostra, and Elliniki Etairia - Society for the Environment and Cultural Heritage.

At the public meeting held at the Municipality of Kastoria in the presence of the Bishop of Kastoria Metropolitan Serafeim, the newly elected mayor Anestis Angelis welcomed the team's visit, thanked the previous mayor for having supported the application process so effectively and affirmed that the new town council, and in particular the deputy mayor for culture Leonidas Papademetriou, would be supporting the rehabilitation project most vigorously.

The team visited a large range of distinguished 18th and 19th century buildings, a few already restored but most in a seriously dilapidated condition, with the aim of mobilising efforts towards saving them. The rehabilitation of the neighbourhood would be a vital tool to overcome the crisis at the local level.



New ELENA grants

CEB-ELENA (European Local ENergy Assistance) is a facility created in partnership with the European Commission within the framework of the European programme "Intelligent Energy - Europe II" (IEE II), whose objective is to promote energy efficiency and renewable energies. The facility thus supports local and regional public authorities in contributing to the EU's "20-20-20" initiative, which aims at:

- reducing greenhouse gas emissions by at least 20% and/or
- increasing the share of renewable energies in energy consumption to at least 20% and/or
- improving energy efficiency by at least 20%, all by 2020.

CEB-ELENA subsidises the technical assistance needed to prepare and implement energy efficiency or renewable energy projects benefitting disadvantaged regions or populations. CEB-ELENA funds up to 90% of the costs related to feasibility studies, energy audits, tendering processes or the unit in charge of preparing and implementing such projects.

This technical support enables public entities to carry out projects such as retrofitting housing, schools and hospitals, investing in district cooling and heating networks or improving the energy efficiency of trams and buses.

In 2014, the European Commission approved € 1.9 million in ELENA grants submitted by the CEB in favour of three projects, one in Sweden and two in the Netherlands.

Agenda

Publications

CEB INFO

Agenda 2015

23 janvier : Réunion du Conseil d'administration de la CEB (Paris)

19-20 mars : Réunion du Conseil d'administration de la CEB (Paris)

26-29 mars : Réunion annuelle de la Banque interaméricaine de développement (Busan, République de Corée)

9 avril : Réunion du Conseil de direction de la CEB (Paris)

23 January: Meeting of the CEB's Administrative Council (Paris)

19-20 March: Meeting of the CEB's Administrative Council (Paris)

26-29 March: Annual Meeting of the Inter-American Development Bank (Busan, Republic of Korea)

9 April: Meeting of the CEB's Governing Board (Paris)

Brèves / In brief

Association des Pensionnés de la CEB

Courant décembre, le Gouverneur Wenzel a rencontré des représentants de l'APCEB (Association des Pensionnés de la CEB) qui ont ainsi eu l'occasion de présenter l'Association et ses objectifs.
L'APCEB, indépendante de la CEB, a non seulement pour but de rassembler les agents pensionnés et leurs ayants droit afin de maintenir entre eux des liens de solidarité, d'amitié et d'entraide, mais aussi de représenter leurs intérêts auprès de la CEB ou de toute autre administration en matière de gestion des pensions.

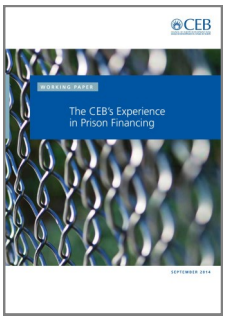
Association of Pensioners of the CEB

In December, Governor Wenzel met with representatives of the APCEB (Association of Pensioners of the CEB), who thus had an opportunity to present the Association and its objectives.
The APCEB is an independent entity from the CEB and its purpose is not only to bring together the CEB's pensioners and their beneficiaries in order to foster links of mutual solidarity, friendship and aid among them, but also to represent their interests with the CEB or any other administration in matters of pension management.

Publications

Paru / Published

The CEB's experience in Prison Financing



A propos de la CEB ...

Fondée en 1956, la CEB (Banque de Développement du Conseil de l'Europe) compte 41 États membres, dont 22 pays d'Europe centrale, orientale et du Sud-Est formant les pays cibles de la Banque.
Instrument majeur de la politique de solidarité sociale en Europe, elle finance des projets sociaux en mettant à leur service des ressources levées dans des conditions reflétant la qualité de sa signature. Elle accorde ainsi des prêts à ses États membres, à des institutions financières et à des collectivités locales, pour le financement de projets dans le domaine social, conformément à son Statut.

About the CEB ...

Set up in 1956, the CEB (Council of Europe Development Bank) has 41 Member States. 22 Central, Eastern and South Eastern European countries, forming the Bank's target countries, are listed among the Member States.
As a major instrument of the policy of solidarity in Europe, the Bank finances social projects by making available resources raised in conditions reflecting the quality of its rating. It thus grants loans to its Member States, to financial institutions and to local authorities for the financing of projects in the social sector, in accordance with its Articles of Agreement.

55 avenue Kléber • F-75116 PARIS
Tel: +33 (0)1 47 55 55 00 • Fax: +33 (0)1 47 55 03 38 • e-mail: info@coebank.org